



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Le-credit-en-question>

Éditorial

Le crédit en question

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1092 - novembre 2008 -

Date de mise en ligne : dimanche 30 novembre 2008

Description :

Marie-Louise Duboin montre qu'il serait bon que ce qu'on appelle "la crise" permette de remettre en question le rôle, et même la nécessité du crédit. Malheureusement, les réformateurs n'y songent pas plus que les décideurs.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ayons le triomphe modeste, parce que le cataclysme qui est en train d'ouvrir les yeux jusque là obstinément fermés, sera douloureux et surtout pour ceux qui n'y sont pour rien. Il s'avère que nos critiques de ce que ses partisans appelaient la "science" économique, étaient fondées. Notre mouvement de pensée, bien qu'il ait été conforté par d'autres, bien plus récents que lui, n'a donc pas réussi à éviter, par ses analyses, ses avertissements et ses propositions, la panique qui s'annonce. Peut-on avoir raison trop tôt [1] ? N'était-ce pas plutôt parce que l'idéologie dominante était jusqu'à maintenant trop puissante, et trop pontifiante qu'on ne prenait pas au sérieux ce que racontaient, dans leur obscurité, de vulgaires non "spécialistes" ?

En fait, ce qui s'est passé l'an dernier, c'est que la malhonnêteté des méthodes mises au point par les milieux financiers pour attirer les capitaux est devenue manifeste. Avant, les "spécialistes", ceux qui savaient, se gardaient bien de la dénoncer, pratiquant à merveille l'art de la communication, ils préféraient plutôt la camoufler. Et on ne croyait pas ceux qui exprimaient leurs doutes parce que, effectivement, il semblait incroyable qu'on puisse jouer impunément avec les milliards (et en tirer à soi des millions) tout en affirmant que l'inégale distribution des richesses résulte d'une loi éternelle, qu'on ne saurait discuter parce qu'elle vient du ciel ! La manifestation de ces pratiques, par leurs conséquences, a donc fait l'effet d'un tsunami, mais, contrairement aux cyclones, le choc n'en est pas limité à quelques pays exotiques.

Maintenant la preuve est faite : il est évident que la main invisible du marché n'agit pas dans l'intérêt général, et qu'au contraire, en enrichissant les riches aux dépens des pauvres, elle ne fait que creuser les inégalités et donc générer des violences.

Mais demeure la question essentielle : quelle leçon en sera tirée ? N'ayons pas peur des mots : c'est le sort de l'humanité qui se joue, et pas dans un siècle ou deux, mais dans l'avenir immédiat, au cours des toutes prochaines années...

Dans un tournant aussi important, faut-il laisser les "décideurs" choisir à notre place, ou bien assumer notre responsabilité en tant que citoyen, réfléchir et choisir ensemble ?

Faire confiance aux décideurs ?

À ceux qui pensent qu'ils peuvent faire confiance aux gouvernements élus de nos "démocraties" parce qu'ils ont les moyens de s'entourer des conseillers les plus compétents et que leur objectif, forcément, c'est l'intérêt général, la paix entre les peuples et le bonheur pour tous, je suggère de réfléchir à l'issue qui fut trouvée pour mettre fin à la crise économique qui suivit la crise financière de 1929. Les archives de La Grande Relève, et les ouvrages que mon père a publiés au cours des années 1930, témoignent des efforts qu'il a déployés, avec ses collaborateurs, pour prévenir qu'à vouloir coûte que coûte chercher des débouchés pour "relancer l'économie", on allait s'orienter vers le plus efficace des moyens : développer la fabrication des armements, pour laquelle les gouvernements savent toujours trouver l'argent nécessaire et n'ont pas à prospecter la clientèle. Sans ménager leurs efforts pour se faire entendre, les distributistes d'alors avaient clairement annoncé que cette politique menait droit à un conflit armé qui serait catastrophique, mais qui relancerait l'économie pour quelques années, le temps de reconstruire et d'adapter les moyens de production aux techniques nouvellement développées pour la guerre. La Seconde Guerre Mondiale, suivie des Trente Glorieuses, leur ont évidemment donné raison. Or je trouve très inquiétant, quand j'observe les économistes, les politologues, les historiens et tous les notables qui ont l'audience de la grande presse ces temps-ci, de constater que jamais, quand ils commentent la crise de 1929 et la Grande Dépression qui suivit, ils ne disent que c'est la guerre qui a mis fin au chômage et au manque de débouchés. Pourquoi ne pas le dire ? Ce serait avertir clairement qu'une même politique, dans un contexte semblable, ne peut que mener à une catastrophe encore pire,

tant les armements ont évolué...

Une "crise" ?

On n'entend parler que de "crise" ! Or employer ce terme c'est supposer que les difficultés actuelles sont passagères et qu'après un certain temps, que certains économistes ont même le culot de chiffrer, un ou deux ans prétendent-ils, tout redeviendra comme avant. En effet, quelle est l'issue que recherchent nos "décideurs" actuels ? Ils l'annoncent clairement, c'est le sauvetage du système financier. Ils affichent leur volonté de rétablir, coûte que coûte, la "confiance" dont il a besoin pour imposer sa vision au monde, pour que "reparte" l'économie dans sa conception actuelle, c'est-à-dire pour que reprenne la course au profit, avec la croissance aveugle et les catastrophes qu'elle génère ...

Or cette fuite en avant, il est devenu évident que c'est le suicide de l'humanité programmé.

Le risque est donc énorme. D'abord parce que les "décideurs" s'agitent, de réunions en réunions, des 4 "Grands", puis des 8, des 27, des 43, etc. etc., et qu'ils ont les moyens de rassurer les opinions et les marchés. Avec beaucoup d'éclat, ils tentent de faire croire que l'intervention de l'État, telle qu'ils l'envisagent, va assurer "la sortie de crise", et qu'après un certain délai, pour lequel ils inviteront à faire preuve de patience, le redémarrage des entreprises signifiera la fin du chômage et de la pauvreté. Mais dans le même temps, ils rassurent le monde de la finance en affirmant que les banques n'auront été nationalisées que le temps de les tirer de leur mauvais pas... !

Il n'est pas du tout certain que le bon peuple, qui en a pourtant entendu bien d'autres, ne soit pas encore une fois dupe de toutes ces promesses, même quand elles se contredisent. D'autant que pour lui faire avaler leurs discours, nos "décideurs" vont être objectivement beaucoup aidés par les réformateurs de tout bord. Car chacun d'eux va y aller de sa rustine. Il faut donc s'attendre à un déluge d'annonces rassurantes destinées à convaincre que le capitalisme peut être raisonnable et contrôlable : un nouveau Bretton Woods par ci, la condamnation de boucs émissaires par là, une baisse des taux directeurs, la nationalisation des banques en faillite, mais pour protéger les épargnants, encore une baisse des taux directeurs, la chasse à des paradis fiscaux, une autre baisse des taux directeurs et un raton laveur, et enfin la refonte des statuts de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, etc, etc. Et si après (ou malgré ?) toutes ces annonces, les Bourses donnaient enfin les signes d'optimisme qu'on attend d'elles, ce serait le signal pour affirmer que la crise est passée, que les affaires reprennent, bref qu'on est sorti du tunnel. On qualifiera alors de gauchistes ceux qui tenteront d'estimer les dégâts et les écolos pourront continuer à s'époumoner en vain : parce que quand on découvrira brutalement qu'ils avaient raison, ce sera trop tard.

L'enjeu actuel est donc très clair. Ou bien le "courage" de nos "décideurs", affiché à la sarkozyste, et la bonne volonté, calme, pacifiste, des réformateurs "raisonnables" et bien pensants, font encore illusion, alors le système repart jusqu'à la catastrophe finale. Ou bien la dure leçon (elle n'est de toute façon pas finie) éveille décidément la lucidité de l'opinion, alors la société civile se transforme en "société civique" pour prendre son destin en main. Dans ce cas seulement, l'espoir est permis. Mais la partie n'est pas gagnée pour autant. L'humanité ne s'en tirera que si la société civile, qui a tout à inventer d'une vraie démocratie dont elle a tellement besoin, est capable de se mobiliser. Elle a des atouts, d'autant que sa force réside dans le fait qu'elle est majoritaire en nombre et qu'on voit mal, en effet, comment l'économie capitaliste pourrait rapporter des bénéfices aux entreprises sans la masse des consommateurs !

L'attitude citoyenne

Les distributistes ont persévéré dans leur choix de vouloir, par eux-mêmes, comprendre et faire comprendre l'organisation actuelle du monde, et chercher, avec toutes les bonnes volontés, comment elle pourrait être "meilleure". Il y a maintenant, et c'est bon signe, de plus en plus de mouvements associatifs [2] qui ont opté pour assumer ainsi leur responsabilité de citoyens, en la menant de front avec d'autres activités, même syndicales ou militantes au sein d'un parti.

Mais les obstacles à surmonter sont de taille. D'abord au plan individuel : ne pas se résigner, et sous prétexte qu'on se sent isolé, qu'a priori "on n'y peut rien". Refuser de croire encore qu'en laissant faire, les choses s'arrangeront toutes seules et que le capitalisme va changer de nature pour se laisser limiter ou contrôler. Et du même coup apprendre à déceler une foule d'idées fausses, que rien ne justifie, mais qui sont savamment répandues pour démobiliser, pour qu'on n'ose pas imaginer autre chose que le système actuel.

Repenser le crédit ?

Alors seulement la question essentielle que pose ce qu'on appelle la crise pourra être sérieusement abordée. Et cette question, c'est celle du crédit. Car c'est du crédit que le système bancaire tire son pouvoir, et ce que le monde est en train de découvrir, c'est l'étendue démesurée de ce pouvoir, en constatant que son dysfonctionnement entraîne la paralysie de l'économie mondiale, alors que n'ont évidemment pas été modifiés les moyens réels, physiques et humains, qui sont en fait ce dont l'économie a essentiellement besoin pour fonctionner.

Et si notre mouvement de pensée, donc son journal, a plus que jamais sa raison d'être dans l'incertitude actuelle, ce n'est pas seulement pour son antériorité, ou le sérieux de ses analyses, ou le fait que ses réflexions soient mises à la portée de tous, c'est surtout parce que nous sommes jusque là à peu près les seuls à insister sur un aspect important de la finance : le crédit, son rôle actuel, la remise en cause de sa nécessité, et à penser que c'est une erreur de le négliger. Et comme nos propositions en tiennent compte, elles devraient trouver un regain d'audience [3], en ce moment où tout le monde s'aperçoit qu'il va bien falloir trouver "autre chose", et qui soit viable.

Prenons l'exemple de l'association Attac, qui est l'un de ces mouvements issus de la conscience citoyenne dont il était question ci-dessus, et qui a en outre le mérite d'être devenue internationale. Son bulletin d'octobre, sous le titre "Briser l'engrenage des crises", dans le paragraphe "Que faut-il faire ?" résume en quelques lignes un programme avec lequel on ne peut qu'être d'accord, je les cite : « Il s'agit de s'appropriier, ou de se réapproprier, dans le cadre d'une gestion publique collective, tout ce qui doit permettre d'assurer à tous les êtres humains les éléments essentiels de la vie. Sans être limitative, une première ébauche montre assez l'ampleur de la tâche, en même temps que la profonde transformation qui s'ensuivra dans de nombreux domaines : climat et environnement écologique, santé et éducation, diversité culturelle, biologique et partage des connaissances, sécurité alimentaire et paix, stabilité financière, accès à l'eau et à l'énergie. » On y trouve tous les objectifs que nous poursuivons en proposant une économie distributive. Mais il y manque la réflexion sur le crédit : est-il toujours nécessaire ? Et si oui, qui en décide, et est-ce toujours sur un critère de rentabilité ? Si non, la monnaie est-elle toujours la monnaie capitaliste actuelle ? Et comment les prix sont-ils définis et sur quelle base la "stabilité financière" est-elle garantie ? Cette association est dirigée par d'éminents économistes, quelles propositions innovantes font-ils pour répondre à ces questions capitales ? Il est vrai que ce domaine est bien le seul où l'innovation ne soit pas de mise !

En fait, deux obstacles s'opposent à ce que la question du crédit soit sereinement abordée. Le premier est que le crédit, en l'état actuel, est devenu la chasse gardée du système bancaire, qui ne relève que de l'autorité des Banques centrales. Le second est que tout le monde est persuadé, mais probablement sans y avoir jamais réfléchi, que l'économie ne pourrait pas fonctionner sans le crédit, ce qui empêche de réfléchir à la façon de s'en passer.

La maîtrise du crédit a été acquise peu à peu par le système bancaire, elle lui permet d'inventer toute sorte de produits dérivés, dont ceux qui sont à l'origine de la crise financière actuelle. Or cette maîtrise est complète depuis que les gouvernements se sont totalement déchargés de la politique monétaire pour la confier aux Banques centrales, en s'interdisant même le droit de seulement émettre une opinion à ce sujet. C'est ainsi que cette politique a cessé d'être du domaine de la politique... et des représentants élus des peuples. Donc si les gouvernements étaient vraiment décidés à intervenir, ils seraient obligés, dans l'Union européenne, de commencer par dénoncer des traités tels que celui de Maastricht... ! Il ne semble pas qu'on en soit là...

Il n'est pour l'instant question que de garantir les dépôts des épargnants en faisant appel à des fonds publics. Et comme dans le même temps le gouvernement nous rappelle que les caisses de l'État sont vides, il va lui falloir trouver des ressources supplémentaires. Il n'a pas encore expliqué comment, à moins d'augmenter encore, de façon prohibée la Dette de l'État en collectant du crédit auprès du privé. Et s'il trouve un moyen, il lui sera difficile de rejeter bien d'autres revendications, au moins aussi légitimes que de voler au secours des banques, par exemple garantir à tous un revenu minimum de survie.

On nous martèle le crâne avec l'idée que le crédit est indispensable à l'économie. C'est oublier que l'économie a fonctionné pendant des siècles alors que le prêt contre intérêt était prohibé par toutes les religions, que celles-ci jouaient pourtant alors un rôle important dans la société et que le crédit n'est le nerf indispensable à l'économie que dans un système capitaliste.

Alors plutôt que prêcher la vertu dans un système restant capitaliste, donc parier sur la nature humaine, pour que les "managers" acceptent d'être raisonnables, d'être contrôlés, de se modérer pour ne faire de tort à personne, il paraît plus réaliste de faire un effort de réflexion pour imaginer comment il serait possible de se passer du crédit. Mais les plus décidés des réformateurs ne semblent pas plus songer à pareille remise en question que nos "décideurs".

Et pourtant, accepter le crédit, c'est accepter le placement à intérêt, donc le principe des intérêts composés, de l'investissement en vue d'un "retour", (maintenant à deux chiffres, soit un rapport de plus de 10 % par an), c'est donc accepter que la course au profit reste la motivation de toute entreprise, et c'est aussi remettre aux financiers et autres gestionnaires de fonds le choix de décider de l'avenir de l'économie, donc de la société. Et c'est donner à l'argent un pouvoir souverain, non seulement sur les choses mais aussi sur les gens, condamnés sous peine de n'avoir pas de quoi vivre, à faire n'importe quoi pour en gagner.

Alors, on en discute ou pas ?

[1] On a souvent reproché à mon père d'avoir eu raison trop tôt. Il répondait alors : « Vous vouliez que je prévienne après coup ? »

[2] J'en ai souvent cité, et de toutes sortes, au hasard de mes rencontres. Voir par exemple convergence d'espoirs dans GR1086 et La majorité silencieuse dans GR 1087.

[3] À propos d'audience, ce qu'on appelle la crise a deux sortes de conséquences pour notre journal : d'un côté, le pouvoir d'achat a tellement baissé, que des lecteurs sont tentés de faire une économie en ne renouvelant pas leur abonnement. Merci pour nos efforts de continuer à les servir avec l'espoir qu'ils comprendront l'intérêt de nous aider.

Mais d'un autre côté, nos fidèles lecteurs comprennent quel outil précieux est devenu leur Grande Relève, dans les circonstances actuelles, où tout le monde cherche "comment en sortir".

Il est important que ces derniers se serrent les coudes et se mettent en campagne.

Le crédit en question

Qu'ils se servent du journal pour faire connaître autour d'eux les solutions que nous proposons, et savoir les défendre avec de solides arguments.

S'ils ajoutent ainsi leurs efforts aux nôtres, si, par exemple, chacun d'eux arrive à faire au moins un nouvel abonné par an, alors notre travail de tant et tant d'années ne sera pas perdu !